

Wanneer het project voor het kind wordt opgezet door de directeur en er geen gemeenschappelijke visie kon worden bepaald, vermeldt het in deze rubriek de belangrijkste onenigheden die het gebrek aan een gemeenschappelijke visie verklaren.

**Art. 7.** Het project voor het kind wordt minstens vóór elke verlenging van de ondersteunings- of beschermingsmaatregel beoordeeld en wordt zo nodig na de evaluatie aangepast.

**Art. 8.** Voor een kind dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds het voorwerp uitmaakt van een hulpverlenings- of beschermingsmaatregel, wordt een project voor het kind opgezet zodra de maatregel wordt verlengd.

**Art. 9.** De Minister stelt een leidraad op voor de ontwikkeling van het project voor het kind, die een gestandaardiseerd model bevat, en bepaalt de termijn waarbinnen het project voor het kind moet worden opgesteld.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, de Justitiehuisen,  
Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41553]

### 15 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la consultation et de la délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller de l'aide à la jeunesse et du directeur de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 27, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, et l'article 44, alinéas 1<sup>er</sup> et 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1998 fixant les modalités de la consultation des pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse;

Vu le « test genre » du 30 octobre 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2019;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 177 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 25 mars 2019;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 65.922/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en principe, l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure ainsi que leur avocat peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller de l'aide à la jeunesse et du directeur de la protection de la jeunesse (article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, et article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse);

Considérant que, toutefois, le conseiller et le directeur peuvent refuser la consultation ou la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt de l'enfant l'exige (article 27, alinéa 2, et article 44, alinéa 2, du décret précité);

Considérant que les membres de la famille de l'enfant sont d'une part les personnes avec qui l'enfant est dans un lien de filiation, c'est-à-dire ses parents et grands-parents, et d'autre part le tuteur et le protuteur (article 2, 16<sup>o</sup>, du décret précité);

Considérant que les familiers sont les personnes avec lesquelles l'enfant a des liens affectifs ou sociaux, telles que déterminées par le conseiller ou le directeur, en concertation avec l'enfant, et que les accueillants familiaux sont sans exception des familiers (article 2, 15<sup>o</sup>, du décret précité);

Considérant que lors de la communication des pièces, le conseiller, le directeur ou l'agent de leur service délégué à cet effet fournit au demandeur les explications et les commentaires nécessaires et veille particulièrement à offrir à l'enfant qui consulte les pièces de son dossier un accompagnement approprié, tenant compte de son degré de maturité et des informations contenues dans son dossier (article 27, alinéa 3, et article 44, alinéa 3, du décret);

Considérant que l'avocat de l'enfant peut consulter toutes les pièces du dossier du conseiller ou du directeur, à l'exception des pièces communiquées par les autorités judiciaires qui portent la mention « confidentiel »; qu'en effet, comme le relève le Conseil d'Etat dans l'avis qu'il a rendu sur le projet d'arrêté, le refus de consulter certaines pièces du dossier « n'est pas concevable lorsqu'il s'applique à l'avocat de l'enfant lui-même »;

Considérant que le Gouvernement entend assouplir les conditions pratiques d'accès au dossier du conseiller et du directeur;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne les demandes introduites par les bénéficiaires de l'aide ou de la protection, en particulier la demande de l'enfant lui-même, et les demandes introduites par des avocats autres que celui de l'enfant, il faut laisser le temps au conseiller ou au directeur d'examiner la demande afin de vérifier si l'intérêt de l'enfant n'exige pas de refuser la consultation de certaines pièces et, dans le cas d'une demande introduite par un familier, de vérifier que celui-ci est bien concerné par la mesure;

Considérant que, conformément à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, la décision du conseiller ou du directeur de refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier doit être écrite et motivée;

Considérant que l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure ainsi que leur avocat peuvent obtenir gratuitement une copie des pièces qu'ils consultent (article 27, alinéa 4, et article 44, alinéa 4, du décret);

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions applicables à l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure*

*Section 1<sup>ère</sup>. — Consultation du dossier du conseiller et du directeur*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'enfant, le membre de sa famille ou le familier concerné par la mesure qui souhaite prendre connaissance des pièces du dossier du conseiller ou du directeur en fait la demande au service de l'aide à la jeunesse ou au service de la protection de la jeunesse, par courrier postal ou électronique, par téléphone ou en personne à l'accueil du service.

Si le demandeur souhaite également obtenir copies des pièces qu'il aura consultées, il peut le mentionner dans la même demande.

Lorsque la demande est faite en personne à l'accueil du service, elle est transcrite dans un formulaire-type dont une copie est remise immédiatement au demandeur.

Lorsque la demande est faite par téléphone, elle est transcrite dans un formulaire-type dont une copie est envoyée au demandeur le jour ouvrable qui suit la demande.

La demande est consignée dans un registre.

**Art. 2.** Dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande, le service prend contact avec le demandeur afin de convenir du lieu, de la date et de l'heure de la consultation du dossier.

Les modalités pratiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont confirmées par écrit au demandeur, selon le moyen qu'il choisit.

La consultation du dossier a lieu dans les sept jours ouvrables qui suivent la demande.

Il est tenu compte de l'urgence, pour autant que celle-ci soit motivée dans la demande et que les motifs invoqués le justifient.

Lors de la consultation du dossier, le demandeur est accompagné par le conseiller ou le directeur ou par l'agent qu'il désigne, de préférence l'agent en charge de la situation.

**Art. 3.** Lorsque l'enfant qui demande la consultation de son dossier est assisté par un avocat, le service informe l'enfant de la possibilité de se faire accompagner de son avocat lors de la consultation et informe l'avocat de la demande de consultation.

**Art. 4.** Lorsque le conseiller ou le directeur décide de refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier, sa décision est remise et expliquée au demandeur au début de la consultation du dossier.

Si le demandeur qui se voit refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier est assisté d'un avocat, une copie de la décision est adressée à ce dernier.

*Section 2. — Délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller et du directeur*

**Art. 5.** L'enfant, le membre de sa famille ou le familier concerné par la mesure peut demander copies de pièces du dossier conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou au moment de la consultation du dossier.

**Art. 6.** Les copies des pièces demandées sont remises, autant que possible, en mains propres au demandeur à l'issue de la consultation du dossier.

A défaut, les copies des pièces sont envoyées au demandeur par courrier postal ou électronique, selon son choix, dans les deux jours ouvrables de la consultation du dossier.

CHAPITRE 2. — *Dispositions applicables à l'avocat*

*Section 1<sup>ère</sup>. — Consultation du dossier du conseiller et du directeur*

**Art. 7.** L'avocat de l'enfant peut consulter le dossier du conseiller ou du directeur en se présentant en personne à l'accueil du service, sans demande préalable.

**Art. 8.** L'avocat d'un membre de la famille de l'enfant ou d'un familier concerné par la mesure qui souhaite prendre connaissance des pièces du dossier du conseiller ou du directeur en fait la demande conformément à l'article 1<sup>er</sup>.

L'avocat peut consulter le dossier sur place à partir du sixième jour ouvrable qui suit la demande.

Lorsque le conseiller ou le directeur décide de refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier, sa décision est communiquée à l'avocat dans les cinq jours ouvrables qui suivent la demande.

Si l'avocat invoque l'urgence dans sa demande de consultation et que les motifs invoqués le justifient, il peut consulter le dossier sur place à partir du troisième jour ouvrable qui suit la demande et la décision de refus visée à l'alinéa 3 est notifiée dans les deux jours ouvrables.

*Section 2. — Délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller et du directeur*

**Art. 9.** L'avocat de l'enfant peut demander copies des pièces du dossier lorsqu'il consulte le dossier sur place ou par courrier postal ou électronique.

Les copies demandées par l'avocat lui sont remises en mains propres au moment de la consultation du dossier sur place ou par courrier électronique au plus tard le jour ouvrable qui suit la demande.

L'avocat peut également prendre copie des pièces par ses propres moyens de reproduction.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'avocat d'un membre de la famille de l'enfant ou d'un familier concerné par la mesure peut demander copies des pièces du dossier :

1° dans sa demande de consultation du dossier conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

2° au moment de la consultation du dossier;

3° par courrier électronique, indépendamment d'une demande de consultation du dossier.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les copies demandées par l'avocat lui sont remises en mains propres au moment de la consultation du dossier sur place ou par courrier électronique au plus tard le jour ouvrable qui suit la demande.

L'avocat peut également prendre copie des pièces par ses propres moyens de reproduction.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les copies demandées par l'avocat lui sont envoyées par courrier électronique dans les cinq jours ouvrables qui suivent la demande.

Si l'avocat invoque l'urgence dans sa demande de communication de pièces et que les motifs invoqués le justifient, les copies demandées lui sont envoyées dans les deux jours ouvrables.

Lorsque le conseiller ou le directeur décide de refuser la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier, sa décision est communiquée à l'avocat dans les mêmes délais.

#### CHAPITRE 3. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 11.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1998 fixant les modalités de la consultation des pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

**Art. 13.** Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41553]

**15 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor het raadplegen en uitreiken van afschriften van de documenten uit het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 27, eerste en vierde lid, en artikel 44, eerste en vierde lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1998 tot vaststelling van de nadere regels voor het raadplegen van afschriften van de documenten uit het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming;

Gelet op de "gendertest", op 30 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 7 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 177 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, verleend op 25 maart 2019;

Gelet op het overleg bepaald in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn;

Gelet op het advies nr. 65.922/2 van de Raad van State, op 6 mei 2019 verleend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het kind, zijn gezin en degenen onder zijn familieleden die door de maatregel worden getroffen, alsook zijn advocaat, in beginsel, alle documenten kunnen raadplegen die zich bevinden in het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming (artikel 27, eerste lid, en artikel 44, eerste lid, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming);

Overwegende evenwel dat de adviseur en de directeur kunnen weigeren één of meer documenten uit het dossier te raadplegen of mee te delen indien het belang van het kind dit vereist (artikel 27, tweede lid, en artikel 44, tweede lid, van voormeld decreet);

Overwegende dat de leden van het gezin van het kind, enerzijds, de personen zijn met wie het kind een afstammingsband heeft, d.w.z. zijn ouders en grootouders, en, anderzijds, de voogd en de plaatsvervangend voogd (artikel 2, 16<sup>o</sup>, van voormeld decreet);

Overwegende dat de leefgenoten personen zijn met wie het kind affectieve of sociale banden heeft, zoals bepaald door de adviseur of directeur, in overleg met het kind, en dat de gezinsverzorgers zonder uitzondering leefgenoten zijn (artikel 2, 15<sup>o</sup>, van voormeld decreet);

Overwegende dat de adviseur, de directeur of de daartoe afgevaardigde ambtenaar van hun gedelegeerde dienst de aanvrager bij de mededeling van de documenten de nodige toelichtingen en opmerkingen verstrekt en er in het bijzonder op toeziet dat het kind dat de documenten in zijn dossier raadpleegt, passende ondersteuning krijgt, rekening houdend met de mate van rijpheid van het kind en de informatie in zijn dossier (artikel 27, derde lid, en artikel 44, derde lid, van het decreet);

Overwegende dat de advocaat van het kind alle documenten in het dossier van de adviseur of de directeur kan raadplegen, met uitzondering van de door de gerechtelijke overheid meegeede documenten die als "vertrouwelijk" zijn aangemerkt; dat, zoals de Raad van State in zijn advies over het ontwerpbesluit opmerkt, de weigering om bepaalde documenten in het dossier te raadplegen "ondenkbaar is wanneer deze weigering betrekking heeft op de advocaat van het kind zelf";

Dat de Regering van plan is de praktische voorwaarden voor de toegang tot het dossier van de adviseur en de directeur te versoepelen;

Overwegende evenwel dat de adviseur of de directeur, inzonderheid wat betreft de verzoeken van personen die hulpverlening of bescherming genieten, in het bijzonder het verzoek van het kind zelf en de verzoeken van andere advocaten dan die van het kind, de tijd moet krijgen om het verzoek te onderzoeken teneinde na te gaan of het belang van het kind niet vereist dat de raadpleging van bepaalde documenten geweigerd wordt, en, in het geval van een verzoek van een familielid, om na te gaan of hij daadwerkelijk door de maatregel wordt getroffen;

Overwegende dat, overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van administratieve handelingen, de beslissing van de adviseur of directeur om de raadpleging van één of meer documenten in het dossier te weigeren, schriftelijk moet worden verantwoord;

Overwegende dat het kind, zijn gezin en degenen uit zijn gezin die door de maatregel worden getroffen, alsmede hun advocaat, een kosteloos afschrift kunnen krijgen van de documenten die zij raadplegen (artikel 27, vierde lid, en artikel 44, vierde lid, van het decreet);

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK 1. — Bepalingen die van toepassing zijn op het kind, zijn gezin en degenen uit zijn gezin die door de maatregel getroffen worden*

*Afdeling 1. — Raadpleging van het dossier van de adviseur en de directeur*

**Artikel 1.** Het kind, het gezinslid of de leefgenoot waarop de maatregel betrekking heeft en dat (die) de documenten in het dossier van de adviseur of de directeur wenst te raadplegen, dient een verzoek in bij de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de dienst voor jeugdbescherming, per post of e-mail, per telefoon of persoonlijk bij de receptie van de dienst.

Indien de aanvrager ook afschriften wenst te ontvangen van de documenten die hij heeft geraadpleegd, kan hij dit in hetzelfde verzoek vermelden.

Wanneer het verzoek persoonlijk bij de receptie wordt ingediend, wordt het getranscribeerd op een standaardformulier, waarvan onmiddellijk een kopie aan de aanvrager wordt overhandigd.

Wanneer het verzoek telefonisch wordt gedaan, wordt het omgezet op een standaardformulier, waarvan een kopie de werkdag volgend op het verzoek aan de aanvrager wordt toegezonden.

Het verzoek wordt in een register geregistreerd.

**Art. 2.** Binnen drie werkdagen na het verzoek neemt de dienst contact op met de aanvrager om de plaats, de datum en het tijdstip van de raadpleging van het dossier overeen te komen.

De in het eerste lid bedoelde praktische regelingen worden, afhankelijk van de door de aanvrager gekozen middelen, schriftelijk aan hem bevestigd.

Het dossier wordt binnen zeven werkdagen na het verzoek geraadpleegd.

Er wordt rekening gehouden met de dringendheid, mits dit in het verzoek met redenen omkleed is en de aangevoerde redenen dit rechtvaardigen.

Bij de raadpleging van het dossier wordt de verzoeker vergezeld door de adviseur of de directeur of door het door hem aangewezen personeelslid, bij voorkeur het personeelslid dat voor de toestand bevoegd is.

**Art. 3.** Wanneer het kind dat om raadpleging van zijn dossier verzoekt door een advocaat wordt bijgestaan, stelt de dienst het kind in kennis van de mogelijkheid dat het zich tijdens de raadpleging door zijn advocaat laat vergezellen en stelt hij de advocaat in kennis van het verzoek om raadpleging.

**Art. 4.** Wanneer de adviseur of de directeur beslist om de toegang tot één of meer documenten in het dossier te weigeren, wordt zijn beslissing aan de verzoeker meegeedeeld en aan het begin van de raadpleging van het dossier toegelicht.

Indien de verzoeker aan wie de toegang tot een of meer documenten van het dossier wordt geweigerd door een advocaat wordt bijgestaan, wordt een afschrift van de beslissing aan de advocaat toegezonden.

*Afdeling 2. — Uitgifte van afschriften van documenten uit het dossier van de adviseur en de directeur*

**Art. 5.** Het kind, het lid van zijn gezin of het gezinslid waarop de maatregel betrekking heeft, kan overeenkomstig artikel 1, lid 2, of bij de raadpleging van het dossier om afschriften van documenten uit het dossier verzoeken.

**Art. 6.** Afschriften van de gevraagde documenten worden, voor zover mogelijk, na afloop van de raadpleging van het dossier persoonlijk aan de aanvrager verstrekt.

Indien dit niet het geval is, worden binnen twee werkdagen na raadpleging van het dossier afschriften van de documenten naar keuze van de verzoeker per post of per e-mail aan hem toegezonden.

*HOOFDSTUK 2. — Bepalingen van toepassing op de advocaat*

*Afdeling 1. — Raadpleging van het dossier van de adviseur en de directeur*

**Art. 7.** De advocaat van het kind kan het dossier van de adviseur of directeur raadplegen door zich persoonlijk tot de receptie van de dienst te wenden, zonder voorafgaand verzoek.

**Art. 8.** De advocaat van een gezinslid van het kind of een gezinslid waarop de maatregel betrekking heeft en die van de documenten in het dossier van de adviseur of de directeur wenst kennis te nemen, dient een verzoek in overeenkomstig artikel 1.

De advocaat kan het dossier ter plaatse raadplegen vanaf de zesde werkdag na het verzoek.

Wanneer de adviseur of de directeur beslist de toegang tot een of meer documenten in het dossier te weigeren, wordt zijn beslissing binnen vijf werkdagen na het verzoek aan de advocaat meegedeeld.

Indien de advocaat zich in zijn verzoek om raadpleging op spoedeisendheid beroept en de aangevoerde redenen dit rechtvaardigen, kan hij het dossier ter plaatse raadplegen vanaf de derde werkdag na het verzoek en wordt de in lid 3 bedoelde weigeringsbeslissing binnen twee werkdagen hem ter kennis gebracht.

*Afdeling 2. — Uitgifte van afschriften van documenten uit het dossier van de adviseur en de directeur*

**Art. 9.** De advocaat van het kind kan bij de raadpleging van het dossier ter plaatse, per post of per e-mail om een kopie van de documenten in het dossier verzoeken.

De door de advocaat gevraagde afschriften worden hem persoonlijk overhandigd bij de raadpleging van het dossier ter plaatse of per e-mail, uiterlijk op de werkdag volgend op het verzoek.

De advocaat mag de documenten ook met zijn eigen reproductiemiddelen kopiëren.

**Art. 10.** § 1. De advocaat van een familielid van het kind of van een familielid dat door de maatregel wordt getroffen, kan om een afschrift van de documenten in het dossier verzoeken:

1° in zijn verzoek om het dossier overeenkomstig artikel 1, tweede lid, te raadplegen;

2° op het moment dat het dossier wordt geraadpleegd;

3° per e-mail, ongeacht een verzoek om het dossier te raadplegen.

§ 2. In de gevallen bedoeld in de paragrafen 1, 1° en 2° worden de door de advocaat gevraagde afschriften bij de raadpleging van het dossier ter plaatse of per e-mail uiterlijk op de werkdag volgend op het verzoek aan hem overhandigd.

De advocaat mag de documenten ook met zijn eigen reproductiemiddelen kopiëren.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 3°, worden de door de advocaat gevraagde afschriften binnen vijf werkdagen na het verzoek per e-mail aan hem toegezonden.

Indien de advocaat zich in zijn verzoek om documenten beroept op spoedeisendheid en de aangevoerde redenen dit rechtvaardigen, worden de gevraagde afschriften binnen twee werkdagen aan hem toegezonden.

Wanneer de adviseur of de directeur beslist te weigeren een of meer documenten uit het dossier mee te delen, wordt zijn beslissing binnen dezelfde termijn aan de advocaat meegedeeld.

*HOOFDSTUK 3. — Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 11.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1998 tot vaststelling van de procedures voor de raadpleging van de documenten in het dossier van de adviseur of de directeur van de hulpverlening aan de jeugd, wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking.

**Art. 13.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, de Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41649]

**15 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, articles 7, 16, § 1<sup>er</sup>, et 50;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2019;

Vu l'avis favorable de la Commission interréseaux des titres de capacité du 22 juin 2016;

Vu le protocole de négociation du 25 avril 2019 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;